



## Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.

## Note réactive du mois

### N° 66 – République tchèque un nouveau souffle pour la Fonction publique



Elle est le seul État membre de l'Union européenne où les agents publics ne disposent pas, dans les faits, d'un statut juridique, même si cela avait été l'une des conditionnalités pour son adhésion en 2004. Sa Constitution mentionne pourtant, depuis l'indépendance du pays en 1993, la protection juridique des fonctionnaires.

[en savoir plus](#)

## Actualité de la gestion publique

### 1 - Gestion de la performance (budget, indicateurs, audits)

#### Malte



Le ministre des Finances, Edward Scicluna, a présenté au Parlement le premier projet de **loi sur la responsabilité financière** du pays. Ce texte de 61 articles – qui fait suite à la directive 85/2011 de l'Union européenne – instaure un **cadre budgétaire triennal**, fixe la limite de la dette et vise à renforcer le principe de la transparence en donnant obligation au gouvernement de **rendre publiques toutes les informations nécessaires à l'évaluation** de la mise en œuvre de sa politique budgétaire. Un **Conseil budgétaire** veillera à la bonne application de la loi. Il sera chargé d'analyser la situation budgétaire à court et à moyen termes et de faire des recommandations au gouvernement en matière de finances publiques.

[en savoir plus](#)

#### Pays-Bas



Après deux ans de travaux, la Cour des comptes a publié, le 9 septembre, un rapport intitulé « **Gouvernance économique européenne** – Coordination européenne de la politique macroéconomique et budgétaire et la position des Pays-Bas ». S'appuyant sur le constat que les **règles applicables aux États membres de l'Union européenne ont été renforcées et étendues** depuis la crise économique et financière et que les **nouvelles obligations qui en résultent** reposant essentiellement sur les États membres et leurs parlements ne sont pas toujours claires, la Cour a formulé sept recommandations, notamment en ce qui concerne la gouvernance de l'Eurogroupe.

[en savoir plus](#)

## Portugal



Teodora Cardoso, la présidente du **Conseil des finances publiques** – institution indépendante créée en 2011 et dont la mission est de procéder à une **évaluation indépendante de la cohérence, de la conformité avec les objectifs définis et de la viabilité des finances publiques** tout en favorisant la transparence – a préconisé, le 19 septembre, une réforme en profondeur de la procédure budgétaire actuelle. Dans son intervention intitulée « Pour mieux gérer les ressources communes des Portugais : la réforme du processus budgétaire », elle a présenté une **alternative appropriée pour atténuer l'instabilité politique et économique** tout en restant compatible avec le cadre européen.

[en savoir plus](#)

## 2 - Organisation et mise en œuvre du service public

### Espagne



Alors que 25 % de la population active du pays est aujourd'hui encore sans emploi et que l'efficacité des services de l'Etat en matière d'aide à la recherche d'emploi est fortement contestée, le gouvernement a décidé d'**ouvrir la porte au secteur privé**. Quatre-vingts agences ont obtenu un agrément et débutent leur activité. Ce projet a fait l'objet de négociations longues et ardues avec les syndicats. Un **accord-cadre** avec le ministère des Entreprises et du Travail fixe les règles de ce qui devra être une **coopération avec le secteur public**. Les agences privées **ne pourront pas refuser les cas difficiles de retour à l'emploi** et elles bénéficieront, en contrepartie, d'**un accès facilité aux données du système d'information**.

[en savoir plus](#)

### Finlande



Le **projet de privatisation** de Palmia, l'entreprise publique qui assure un grand nombre de services municipaux (gestion immobilière, restauration collective, entretien de la voirie, centres sportifs et de loisirs, sécurité, transports et services à la personne) d'Helsinki, a **déclenché immédiatement une grève massive** qui a paralysé la capitale le 23 septembre. JHL, le syndicat majoritaire pour les services publics et de santé, s'oppose, en effet, au projet en expliquant que le **risque de voir les salaires des personnels baisser est très important** car aucune garantie n'a encore été apportée lors des négociations quant au **maintien des conventions collectives** qui les régissent actuellement.

[en savoir plus](#)

### Pologne



Une **plateforme coopérative dédiée aux partenariats public-privé** ([www.ppp.gov.pl](http://www.ppp.gov.pl)) a été créée à l'initiative du ministère de l'Infrastructure et du Développement. Elle servira de **forum pour l'échange d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques** entre les administrations de l'État et les collectivités locales au travers de la mise en œuvre de projets spécifiques. La plateforme s'est fixé pour mission essentielle de contribuer à améliorer les solutions juridiques afin que les modèles financiers les plus pertinents soient appliqués. Pour ce faire, des **documents types et prêts à l'emploi** seront mis en ligne et pourront être utilisés par les autorités contractantes.

[en savoir plus](#)

### Slovénie



Dans le cadre du **Plan de privatisation adopté il y a un an par le Parlement**, qui doit rapporter 1,2 milliard d'euros et **éviter un plan de sauvetage national**, l'État a signé, le 5 septembre, la vente des 75,5 % qu'il détenait dans la société exploitant l'aéroport de la capitale, Ljubljana. C'est la société allemande Fraport, basée à Francfort et qui gère une dizaine d'aéroports internationaux sur les cinq continents, qui a fait la **meilleure offre**. Dans le cadre de ce processus de privatisation, Fraport a confirmé son intention d'acquérir les 24,5 % restants en soumettant une **offre publique d'achat aux actionnaires**, conformément aux dispositions légales et statutaires.

[en savoir plus](#)

## 3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

### Allemagne



Lors d'une conférence de presse commune qui s'est tenue le 20 août, les ministres fédéraux de l'Économie et de l'Énergie, Sigmar Gabriel, de l'Intérieur, Thomas de Maizière, et des Transports et du Numérique, Alexander Dobrindt, ont lancé l'**agenda numérique 2014-2017**. Ce programme triennal se décline en **sept champs d'action** : infrastructures numériques ; économie et travail numériques ; **État innovant** ; modes de vie et société numériques ; formation, recherche, sciences, culture et médias ; sécurité, protection et confiance pour l'économie et la société ; dimension européenne et internationale. Le gouvernement s'est fixé **trois objectifs stratégiques** : croissance et emploi, sécurité et confiance, égalité d'accès et participation.

[en savoir plus](#)

#### États-Unis



S'inspirant de l'expérience menée à Porto Alegre (Brésil) depuis plusieurs années, quelques métropoles américaines (Boston, Chicago, Saint-Louis) **mettent en place des budgets participatifs**. La principale difficulté réside dans la motivation des citoyens à s'investir, mais on note une réelle progression. Le **plan pour un gouvernement ouvert** de l'Administration fédérale indique que « le budget participatif permet aux citoyens de **jouer un rôle clé** dans l'identification, la discussion et la priorisation des projets de dépenses publiques et leur **donne une voix** dans la façon dont l'argent des contribuables est dépensé ». La Maison-Blanche a parrainé, cet été, un **forum d'échanges de bonnes pratiques**.

[en savoir plus](#)

#### Lettonie



Deux **accords de coopération** ont été signés par Elita Krūmiņa, présidente de la Cour des comptes, avec le président de **Transparency International Lettonie**, Gundars Jankovs, le 27 août, d'une part, et avec la directrice du **Centre pour la protection des droits des consommateurs**, Baiba Vītolīņa, le 2 septembre, d'autre part. Ces accords, qui doivent se concrétiser par un **échange d'informations relatives à l'identification des risques** dans divers domaines d'intérêt majeur pour le grand public, permettant une **meilleure planification des audits**, s'inscrivent dans la volonté de la juridiction de **s'ouvrir à la société civile** et de contribuer à une meilleure gouvernance.

[en savoir plus](#)

## 4 - Gestion des ressources humaines

#### Corée du Sud



Le gouvernement s'apprête à lancer une **réforme drastique du régime de retraite des fonctionnaires**. La proposition qui fait actuellement l'objet de dures négociations avec les syndicats prévoit d'augmenter les cotisations de 43 % et de diminuer les pensions de 34 %. Il est nécessaire de préciser qu'**une différence importante** existe encore entre les secteurs public et privé : après vingt ans d'activité, un agent de l'État percevra en moyenne **deux fois et demie plus** qu'un salarié du privé et en ce qui concerne l'âge de départ, il est de 56 ans pour le premier et de 61 ans pour le second. Park Geun-hye, la présidente, est personnellement intervenue en demandant que la réforme se fasse **dans la plus grande concertation**.

[en savoir plus](#)

#### Italie



Contrairement à ce qui avait été annoncé au printemps dernier par le Premier ministre, Matteo Renzi, les 3,3 millions de fonctionnaires italiens seront, en 2015, soumis à **une cinquième année consécutive de gel de leurs salaires**. Mariana Madia, ministre de la Fonction publique, qui a annoncé cette décision le 3 septembre, a ainsi expliqué ce revirement de situation : « **Les conditions d'un débloqué des salaires ne sont pas réunies** car nous sommes toujours dans une situation économique difficile ». La nouvelle récession que connaît le pays est la principale cause de cette décision. Le gouvernement a promis, en revanche, d'offrir **un contrat plus stable à 150 000 vacataires** de l'Éducation nationale.

[en savoir plus](#)

#### Royaume-Uni



Le Cabinet Office a présenté, le 5 septembre, son « **Talent Action Plan** » qui doit permettre à la Fonction publique britannique d'être **l'employeur le mieux placé du pays** en matière d'emploi des femmes, mais aussi de promotion des talents, indépendamment du sexe, de l'origine ethnique, de l'orientation sexuelle ou du handicap. Parmi les **propositions** figurent : la parité homme-femme - sauf exception - dans les comités de sélection pour le recrutement, la nomination d'un **chargé de mission « diversité »** avec pouvoir de décision dans chaque ministère, le **mentorat d'un jeune cadre** pour chaque secrétaire général ou directeur général et un **dispositif de soutien personnalisé** pour toutes les futures mères.

[en savoir plus](#)

#### Suisse



À l'heure où certains cantons révisent à la baisse leur politique d'enseignement linguistique, le Conseil fédéral a réaffirmé, le 27 août, la **nécessité pour les personnels de la Fonction publique de parler plusieurs langues**. Nicoletta Mariolini, la déléguée fédérale au plurilinguisme, a présenté les deux nouvelles mesures phares qui viennent d'être prises par ordonnance. Les cadres moyens devront tous **pratiquer une deuxième langue** et les cadres supérieurs une troisième. Chaque département et office ministériel devra s'assurer de **correspondre à la représentativité nationale** des quatre langues officielles (allemand : 69,5 %, français : 22,5 %, italien : 7,5 % et romanche : 0,5 %).

[en savoir plus](#)

---

**INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE  
RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE  
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN  
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN / GENEVIÈVE RAFFAËLLI  
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

PUBLICATION MENSUELLE - ISSN 2105-0740



MINISTÈRE  
DES FINANCES  
ET DES COMPTES  
PUBLICS

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DE L'INDUSTRIE  
ET DU NUMÉRIQUE